



Disarmament for Sustainable Development

## CAMPAGNE INTERNATIONALE

### PROTECTION ET ASILE POUR LA DÉFENSEURE DES DROITS DE L'HOMME OLGA KARACH

**#protection4olga**



**#OBJECT WAR  
CAMPAIGN**

Kriegsdienstverweigerer und Deserteure  
brauchen unsere Solidarität!

**#ОткажиВойне  
#ВідмовВійні**

23 août 2023

Suite au refus des autorités lituaniennes d'accorder l'asile politique à la militante pour la paix et défenseure des droits de l'homme biélorusse Olga Karach (Volha Karach), la campagne internationale *#protection4olga* vient d'être lancée pour demander la protection et l'asile pour la directrice de l'organisation "[Notre Maison](#)". Elle lutte depuis des années pour les droits de l'homme en Biélorus, notamment pour le droit à l'objection de conscience au service militaire, et est donc persécutée et risque la peine capitale dans son pays d'origine, où elle a été qualifiée de "terroriste" par le régime.

Le 18 août 2023, la Lituanie lui a refusé l'asile politique, qualifiant Olga Karach de "personne représentant une menace pour la sécurité nationale de la République de Lituanie". Elle s'est toutefois vu accorder une résidence temporaire d'un an dans le pays, probablement en raison des lettres internationales d'inquiétude que certains responsables politiques et dirigeants de fondations ont écrites aux autorités et aux ambassadeurs lituaniens dans différents pays. Mais ce statut ne lui confère aucune sécurité - les autorités peuvent à tout moment revenir sur cette décision et décider de l'expulser.

C'est pourquoi nous avons lancé une campagne internationale pour la protection immédiate de la défenseure des droits de l'homme et artisanne de la paix Olga Karach.

[La déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme](#), adoptée en 1998, reconnaît "le travail précieux des individus, des groupes et des associations qui contribuent à l'élimination effective de toutes les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples et des individus".

Olga Karach, à travers l'organisation qu'elle dirige, "Notre Maison", a de nombreuses activités à son actif en matière de surveillance et de défense des droits de l'homme en Biélorus et des citoyens biélorusses réfugiés dans d'autres pays - comme la Lituanie - et c'est également pour cette raison que son organisation a été choisie par [le Bureau international de la paix pour être nommée pour le prix Nobel de la paix 2024](#), avec le [Mouvement russe des objecteurs de conscience](#) et le [Mouvement pacifiste ukrainien](#).

Les États ont l'obligation de protéger tous les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous les citoyens et, en particulier pour les défenseurs des droits de l'homme qui "font fréquemment l'objet de menaces et de harcèlement et souffrent de l'insécurité", "de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des défenseurs des droits de l'homme, tant au niveau local que national, y compris en période de conflit armé et de consolidation de la paix", comme l'indique la [résolution 66/164 de l'Assemblée générale des Nations unies](#).

Nous exprimons notre profonde inquiétude quant au fait que "dans certains cas, la législation relative à la sécurité nationale et à la lutte contre le terrorisme et d'autres mesures, telles que les lois régissant les organisations de la société civile, ont été utilisées à mauvais escient pour cibler les défenseurs des droits de l'homme ou ont entravé leur travail et mis en danger leur sécurité d'une manière contraire au droit international", comme l'indique [la résolution 22/6 du Conseil](#)



## Disarmament for Sustainable Development

[des droits de l'homme des Nations unies de 2013](#) sur la protection des défenseurs des droits de l'homme, qui engage tous les États à protéger et à ne pas criminaliser les personnes qui travaillent à la défense des droits de l'homme.

- Par conséquent, nous demandons aux plus hautes autorités lituaniennes, au Président de la République de Lituanie, à la Première Ministre, à la Présidente du Parlement et au ministre des Affaires étrangères de respecter les normes internationales et de fournir protection et asile à la défenseure des droits de l'homme bélarusse Olga Karach, qui s'est réfugiée en Lituanie.
- La Lituanie est également membre de l'Union européenne. Nous en appelons donc également aux institutions européennes, aux missions de l'UE (ambassades et consulats des États membres de l'UE et délégations de la Commission européenne) qui, comme le stipulent [les orientations de l'UE sur les défenseurs des droits de l'homme](#), devraient soutenir et protéger les défenseurs des droits de l'homme.
- Nous appelons également nos gouvernements nationaux à prendre des mesures pour garantir la protection des défenseurs des droits de l'homme en tout temps et en tout lieu.
- Nous appelons l'ensemble de la société civile, des citoyens individuels aux journalistes et aux représentants institutionnels dans toute l'Europe, à prendre des mesures pour défendre les droits de l'homme et ceux qui les défendent.

Un exemple de lettre à envoyer aux autorités lituaniennes se trouve [ici](#). Vous pouvez l'utiliser pour défendre et soutenir la défenseure des droits de l'homme Olga Karach.

Pour plus d'informations, veuillez contacter: [info@ipb-office.berlin](mailto:info@ipb-office.berlin)